

138LH109 / 5
61341/2

- Régléments des dettes et créances de l'état français
- Dommages

(1939 - 1956)

DOSSIER

Avisé

DIRECTION

DES INSTALLATIONS FIXES

Services Administratifs et Financiers

(COMPTABILITÉ GLO ET FINANCES)

le 27 Février

56

Acomptes travaux, versés
par la Direction des Rou-
tes

D. 61341/3

Monsieur le Directeur Général,

| | |
|---------------------------|----------|
| SOUS-DIRECTION | |
| DFS (DIRECTION DES FIXES) | |
| DIRECTION GÉNÉRALE | |
| - 5 MARS 1956 | |
| Dossier | Fiche N° |
| D 61341/3 | 8 |

COPIE CONFORME
A L'ORIGINAL

Par lettre SO 86 19. 3 580 du 18 Janvier 1956, vous avez bien voulu attirer mon attention sur les inconvénients qu'entraîne, pour la Direction des Routes, le paiement d'acomptes pour travaux dont le moment total dépasse le montant des sommes dues par l'Etat, ce qui exige de longues formalités de reversement.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je comprends parfaitement les difficultés qui résultent de tels reversements, et que je fais aussitôt donner des instructions aux services intéressés pour qu'ils s'efforcent d'éviter de demander des acomptes dépassant le montant total à facturer.

Pour le cas le plus fréquent des suppressions de passages à niveau, le montant des acomptes à demander sera légèrement inférieur au montant probable des travaux, diminué de la participation de la S.N.C.F. Cependant, le montant de celle-ci n'étant fixé qu'après fermeture des barrières, c'est-à-dire après achèvement des travaux, il peut en résulter, au moment de la fixation des derniers acomptes, une certaine imprécision, ce qui explique que, dans certains cas, le montant d'acomptes demandés ait été supérieur au montant à facturer : nous nous efforcerons dans l'avenir d'éviter des excès de facturation résultant de cette imprécision.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de mes sentiments très distingués et dévoués.

Le Directeur Général,
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Signé : PORCHEZ

Monsieur DOUMENC,
Directeur Général des Chemins de fer et
des Transports,
Secrétariat d'Etat aux Travaux Publics,
aux Transports et au Tourisme,
244, Boulevard Saint-Germain,
PARIS (7e)

19
DOSSIER

L.S.

MINISTÈRE
DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS
ET DU TOURISME

DIRECTION GENERALE
DES CHEMINS DE FER
ET DES TRANSPORTS

Service
des Chemins de fer

3ème Bureau

- 3 FEV 1956

- 4 FEV 1956

PARIS, LE 18 JANV 1956

| | |
|--|-------------------|
| SOCIÉTÉ 244, BOULEVARD SAINT-GERMAIN (VII ^e) | |
| DES CHEMINS DE FER | TEL. : INTÉ 46.40 |
| DIRECTION GÉNÉRALE | |
| - 6 FEV. 1956 | |
| Dossier | Fich. N° |
| D 61341 / 3 | 7 |

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES CHEMINS DE FER
ET DES TRANSPORTS

à Monsieur le Directeur Général
DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Références : Sud-Ouest 86-19
3 580

Original transmis à
DIRECTION

DES INSTALLATIONS FIXES

pour
Services Administratifs et Financiers
(COMPTABILITÉ ET FINANCES)

OBJET : Acomptes pour travaux versés par la Direction
des Routes.

M. le Directeur des Routes et de la Circulation
Routière appelle à nouveau mon attention sur les incon-
véniants qui résultent, pour son Service, du paiement
d'acomptes pour travaux dont le total dépasse finalement
le montant des sommes dues par l'Etat, ce qui entraîne
de longues formalités de reversement.

Afin d'éviter ces difficultés, je vous serais
obligé de rappeler à vos Services que les demandes
d'acomptes ne doivent pas dépasser le montant de la
participation de l'Etat, telle qu'elle est fixée par la
décision ministérielle approuvant le projet, et déduc-
tion faite des dépenses à la charge de la S.N.C.F. *Q*

Le Directeur Général
des Chemins de Fer et des Transports

[Signature]
A. DOUMENC

9. M.V. 21 JUIL 1944 h-4
1376 Secréariat d'Etat
aux Communications
R.S.

DIRECTION des ROUTES

Remboursement des dépenses exposées par la S.N.C.F. pour les travaux exécutés pour le compte de l'Etat (Routes).

Le MINISTRE SECRETAIRE d'ETAT,

à Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL d'ADMINISTRATION de la SOCIETE NATIONALE des CHEMINS de FER FRANCAIS. S.N.C.F.

61341/3 6
8 - JUIL 1944
CABINET du PRESIDENT

La S.N.C.F. exécute elle-même un grand nombre de travaux intéressant la voirie routière (construction d'ouvrages destinés à remplacer les passages à niveau supprimés, re-construction d'ouvrages d'art sur les voies ferrées détruits par faits de guerre, etc...) et dont les dépenses sont imputées à ce titre sur les crédits gérés par la Direction des Routes.

La S.N.C.F. fait l'avance de ces dépenses et en demande le remboursement le plus souvent par acomptes échelonnés, sur présentation de décomptes.

Le règlement de ceux-ci a soulevé une question d'ordre comptable. Le plus souvent jusqu'ici, le Secréariat d'Etat aux Communications (Direction des Routes) opérait ce règlement par imputation sur les fonds de l'exercice en cours. Mais M. le Contrôleur des Dépenses engagées auprès de mon Administration, observant que ces décomptes s'appliquent fréquemment à des travaux exécutés au cours des exercices écoulés, a fait des objections à cette façon de procéder jugée par lui contraire aux règles de la comptabilité publique.

Après examen de la question mené avec le souci d'alléger les formalités dans toute la mesure du possible, j'ai arrêté comme suit les règles à observer:

- Pour chaque opération, même lorsque l'exécution en a été échelonnée sur plusieurs années, la dépense sera, en règle générale, imputée sur les fonds d'un seul exercice qui est celui de l'année de l'achèvement des travaux.

- Lorsqu'il s'agira d'une opération donnant lieu à paiement d'acomptes - ce qui est le cas le plus fréquent pour les travaux exécutés par la S.N.C.F. - ces acomptes seront réglés sur l'exercice au cours duquel a été produite la demande de paiement.

L'application de ces règles risque d'obliger dans de nombreux cas l'Administration à recourir à la procédure de paiement sur exercice clos, car les décomptes produits ne peuvent être remboursés qu'après avoir fait l'objet de la

2 Copies adressées 13/7/44
à: S. FINANCIERS
CENTRAL DES INSTALLATIONS FIXES
7

part des services locaux des Ponts et Chaussées ou du Service Technique des Chemins de fer, d'un examen et d'une vérification qui peuvent être assez longs, et il arrivera dans ces conditions qu'ils ne parviendront au Secrétariat d'Etat aux Communications (Direction des Routes) qu'après clôture de l'exercice au cours duquel ils ont été présentés.

Or, si la procédure de paiement sur exercice clos entraîne certains délais, ces délais se trouvent considérablement accrus lorsque le chapitre appelé à supporter la dépense ne comporte pas de disponibilités suffisantes.

Pour éviter cet inconvénient, il est nécessaire que la Direction des Routes connaisse, avant la clôture de l'exercice, les dépenses qu'elle aura à imputer. Sinon, en fin d'exercice, elle proposera, comme elle y est tenue, l'annulation sur l'exercice prenant fin et le report sur l'exercice suivant de toutes les disponibilités dont elle n'aura pas prévu l'emploi au cours du précédent exercice, et, saisie d'une demande de paiement sur exercice clos, elle se trouvera dans l'impossibilité d'y faire face, à moins de demander l'ouverture d'un crédit spécial, ce qui entraîne, ainsi que je l'ai indiqué plus haut, de très longs délais.

En conséquence, je vous serais obligé de vouloir bien donner des instructions pour que, dès qu'un quelconque de mes Services est saisi par vos soins d'une demande de paiement intéressant le budget de la Direction des Routes, cette dernière reçoive un double du décompte, de façon à lui permettre de tenir constamment à jour et par exercice, un état approximatif des dépenses dont, après vérification, elle aura à assurer le paiement.

Il suffira même d'adresser une note avisant le Directeur des Routes de la présentation du décompte et indiquant simplement la date de la demande, l'opération intéressée et le montant de la somme réclamée.

Pour le Secrétaire d'Etat et par délégation,

LE CONSEILLER D'ETAT

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES TRAVAUX ET TRANSPORTS
AU SECRÉTARIAT D'ETAT AUX COMMUNICATIONS

Ch. Schuman

18 AVR 1939

LE COMITÉ DE DIRECTION

| | |
|--|---------------|
| SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS | |
| DIRECTION GÉNÉRALE | |
| 10 MAI 1939 | |
| Dossier: D 1.61341/3 | Pages N° 5 |

f) Projet de lettre au Ministre des Travaux
Publics relatif aux modalités de finance-
ment des dépenses afférentes à la partici-
pation de l'Etat dans les travaux d'établis-
sement de lignes ou sections de lignes nou-
velles déjà concédées ou déclarées d'utilité
publique entrepris à la date du 31 août 1937
(art. 43 de la Convention du 31 août 1937)

Le Comité approuve le projet de lettre qui lui est
soumis.

AM.

S.N.C.F.

Conseil d'Administration

Proposé, le 5^e Ach n° 344
Le Directeur des Services Financiers
Avisé le 5^e Avril 1939

6132 - 6 AVR 1939
Copie pour le Dossier

8⁰⁰⁵ FINANCIERS

20 AVR 1939

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

DIRECTION GÉNÉRALE

22 AVR. 1939

D n° 61341 / 3 / 4

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint copie
d'une lettre que j'adresse ce jour à M. le Ministre des
Travaux Publics au sujet des modalités de règlement des
travaux effectués par la S.N.C.F. pour le compte de l'Etat.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance
de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé: GUINAND

Monsieur le Ministre des Finances.

MB

Société Nationale
des
Chemins de fer français

Le Président
du Conseil d'Administration

Proposition de loi
Le Directeur des Services Financiers,
DIRECTION GÉNÉRALE

20 AVR 1939

Avis le 8^{ème} FINANCIERS

Monsieur le Ministre,

L'article 43 de la Convention du 31 août 1937 a prévu que les travaux d'établissement de lignes ou sections de lignes nouvelles déjà concédées ou déclarées d'utilité publique, entrepris à la date susvisée, seraient effectués aux conditions définies par la convention de concession ou par l'acte déclaratif d'utilité publique, la S.N.C.F. se substituant à la Compagnie ou à l'administration intéressée.

Conformément aux textes en vigueur, l'Etat peut généralement rembourser le montant des travaux effectués pour son compte au moyen d'annuités calculées en fonction des charges des emprunts émis, soit par les anciens Réseaux, soit par la S.N.C.F. en couverture des avances qui lui sont consenties.

Le système du règlement, par annuités, des avances faites par les Réseaux à l'Etat remonte à une époque (1863) où, du fait des nombreuses lignes alors en construction, cette disposition était de nature à soulager, de façon marquée, les décaissements du Trésor Public.

La situation s'est, depuis lors, considérablement modifiée tant du point de vue de l'importance des travaux que de celui du crédit propre du chemin de fer.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

On pourrait s'inscrire le 31 août
de la date au mot de la question
à un prochain Comité, avec
s'inscrire en cette
v65

Visé
L. R.

COPIE CONFORME
A L'ETAT

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous demander s'il ne conviendrait pas de reconsidérer les modalités de financement des dépenses afférentes à la participation de l'Etat.

Dans la situation actuelle, où les emprunts du Trésor se placent dans le public à des taux effectifs d'intérêt sensiblement inférieurs à celui des émissions des Réseaux, le règlement en capital présenterait certainement des avantages pour l'Etat.

Dans le cas où vous partageriez notre manière de voir, cette méthode pourrait, à titre de simplification, être appliquée à toutes les dépenses effectuées sous le nouveau régime défini par la Convention du 31 août 1937 et, en particulier, à celles de l'exercice 1938, ce qui ne soulèverait aucune difficulté, les émissions réalisées pour le compte de la S.N.C.F. pendant cet exercice ayant été inférieures aux dépenses d'établissement à sa charge propre.

Si la situation actuelle venait à se modifier, les textes contractuels demeurant inchangés, l'Etat aurait bien entendu la faculté de revenir au régime des avances remboursables par annuités.

J'adresse copie de la présente lettre à M. le Ministre des Finances.

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous renouveler l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé: GUINAND

S. N. C. F.

Dossier
de M^r le Directeur Général

COMITÉ DE DIRECTION

du 18 AVR 1939

A RETOURNER
AU SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

| | |
|--|---------------|
| SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS | |
| DIRECTION GÉNÉRALE | |
| 21 AVR. 1939 | |
| Dossier D 1344/3 | Pièce N° 2 |

QUESTIONS N° DIVERSES D

Modalités de financement des dépenses afférentes à la
participation de l'Etat

Transmission

M. Brochu

Fait copie le 20/4/39 à M. BROCHU.

Solution proposée

Observations
de
M^r le Directeur Général

| | |
|--|-----------------|
| SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS | |
| DIRECTION GÉNÉRALE | |
| 21 AVR. 1939 | |
| Département D. 61341/3 | Fichier N° 1 |

Solution adoptée

Adopté
Y. Rivier

Ly

Énoncé : Modalités de financement des dépenses afférentes à la participation de l'Etat

Observations

de

M^r le Directeur Général

Exposé :

VOIR DOSSIER CI-JOINT

Présenté par M. le Secrétaire Général

En vue de la séance
du Comité de Direction du
18 avril 1939

(Questions diverses)

17 avril 1939

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

avril 1939

PROJET

Monsieur le Ministre,

L'article 43 de la Convention du 31 août 1937 a prévu que les travaux d'établissement de lignes ou sections de lignes nouvelles déjà concédées ou déclarées d'utilité publique, entrepris à la date susvisée, seraient effectués aux conditions définies par la convention de concession ou par l'acte déclaratif d'utilité publique, la S.N.C.F. se substituant à la Compagnie ou à l'administration intéressée.

Conformément aux textes en vigueur, l'Etat peut généralement rembourser le montant des travaux effectués pour son compte au moyen d'annuités calculées en fonction des charges des emprunts émis, soit par les anciens Réseaux, soit par la S.N.C.F. en couverture des avances qui lui sont consenties.

Le système du règlement, par annuités, des avances faites par les Réseaux à l'Etat remonte à une époque (1863) où, du fait des nombreuses lignes alors en construction, cette disposition était de nature à soulager, de façon marquée, les décaissements du Trésor Public.

La situation s'est, depuis lors, considérablement modifiée tant du point de vue de l'importance des travaux que de celui du crédit propre du chemin de fer.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous demander s'il ne conviendrait pas de reconsidérer les modalités de financement des dépenses afférentes à la participation de l'Etat.

Dans la situation actuelle, où les emprunts du Trésor se placent dans le public à des taux effectifs d'intérêt sensiblement inférieurs à celui des émissions des Réseaux, le règlement en capital présenterait certainement des avantages pour l'Etat.

Dans le cas où vous partageriez notre manière de voir, cette méthode pourrait, à titre de simplification, être appliquée à toutes les dépenses effectuées sous le nouveau régime défini par la Convention du 31 août 1937 et, en particulier, à celles de l'exercice 1938, ce qui ne soulèverait aucune

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

difficulté, les émissions réalisées pour le compte de la S.N.C.F. pendant cet exercice ayant été inférieures aux dépenses d'établissement à sa charge propre.

Si la situation actuelle venait à se modifier, les textes contractuels demeurant inchangés, l'Etat aurait bien entendu la faculté de revenir au régime des avances remboursables par annuités.

J'adresse copie de la présente lettre à M. le Ministre des Finances.

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous renouveler l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,